



La religion explique-t-elle les attitudes politiques ?

Pierre Bréchon

► To cite this version:

Pierre Bréchon. La religion explique-t-elle les attitudes politiques?. Cycles de conférences "Démocratie, laïcité et religion" : La religion explique-t-elle les attitudes politiques ?, Patronage laïque Jules Vallès, Jan 2018, Paris, France. halshs-01743004

HAL Id: halshs-01743004

<https://shs.hal.science/halshs-01743004>

Submitted on 26 Mar 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La religion explique-t-elle les attitudes politiques ?

Pierre Bréchon, professeur émérite de science politique,

Sciences po Grenoble, laboratoire CNRS PACTE

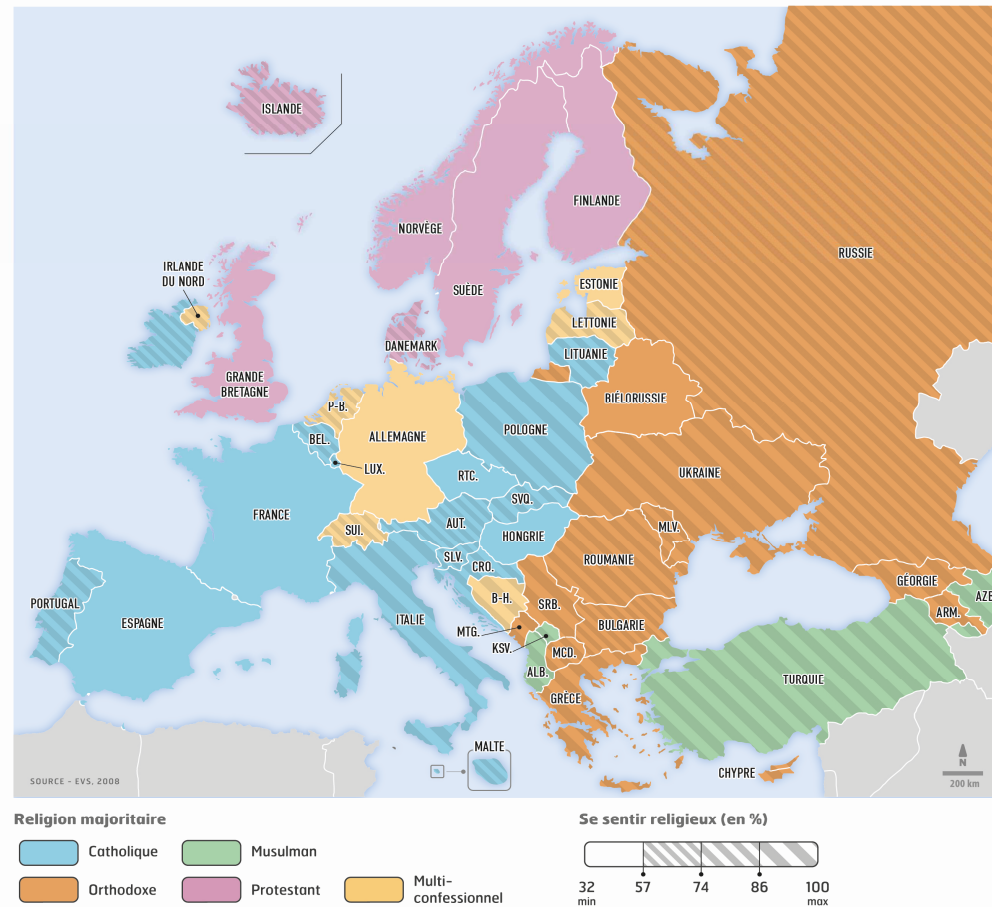
Au cours de l'histoire, la religion et la politique ont en permanence eu des liens, parfois liens de synergie, parfois relations de conflit.

A la naissance du christianisme, dans un contexte où le polythéisme était considéré comme la norme, les chrétiens ont été parfois tolérés, parfois persécutés car ils étaient considérés comme un groupe religieux trop intolérants à l'égard des Dieux de la cité et au culte de l'empereur. Le pouvoir romain craignait cette religion nouvelle – une sorte de secte - qui prétendait à l'exclusivité et pouvait menacer l'ordre public.

Au IV^{ème} siècle, le christianisme devient la religion officielle de l'empire, après la conversion de l'empereur Constantin. Au fil des siècles, pouvoir temporel et spirituel vont s'épauler mutuellement. Mais en même temps des concurrences se développent pour savoir qui doit être soumis à l'autre, sachant que parfois les pouvoirs se mélangent, les religieux gérant aussi le temporel ou les empereurs/rois se revendiquant plus ou moins comme représentants de Dieu sur terre.

Les liens forts entre pouvoirs politique et religion chrétienne au cours des siècles se voient encore aujourd'hui sur la carte religieuse de l'Europe.

Carte des appartenances religieuses majoritaires en Europe



Source :Bréchon P., Gonthier F. (dir.), *Atlas des Européens*, Armand Colin, 2013, p. 89.

Carte fabuleuse : les deux grandes fractures de l'histoire religieuse de l'Europe sont toujours clairement visibles. Le **schisme entre Eglises d'orient et d'occident** est bien visible, tout comme la rupture entre **catholicisme et protestantisme**. Ces ruptures sont indissociablement religieuses et politiques.

Ces divisions s'expliquent par la domination du pouvoir politique sur la religion du peuple. Il y avait un quasi-consensus des princes et des rois autour de l'idée que l'unité du corps social nécessitait l'unicité religieuse. Tout le monde acceptait donc le principe « *cujus regio, ejus religio* », de la religion du roi découle celle du sujet. D'où la carte d'aujourd'hui (reproduction familiale)

Au XVIII^{ème} siècle, avec la philosophie des lumières et la Révolution française, on change de paradigme. **La déclaration des droits de l'homme et du citoyen** de 1789 en témoigne.

Art. 10. Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la Loi.

Art. 11. La libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'Homme : tout Citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement, sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la Loi.

Donc principe de base : liberté de conscience + liberté d'expression.

Avec **Napoléon 1er, premier seuil de laïcisation** (concordat 1801) :

Le catholicisme n'est plus la religion unique de l'Etat. On est dans un **régime de cultes reconnus**.

Catholicisme, religion de la majorité des Français, financée par le pouvoir politique, mais l'empire contrôle le catholicisme.

Cultes protestant et israélite acceptés.

Liberté de conscience des individus mais athéisme reste très mal vu.

Au **début de la IIIème République**, face à un catholicisme royaliste et très conservateur, le camp progressiste veut, **pour consolider la démocratie**, enlever au catholicisme son pouvoir sur les consciences, exercé notamment grâce à leurs puissantes écoles.

2ème seuil de laïcisation : Etat religieusement neutre, qui respecte la liberté de croire ou de ne pas croire des individus. Le catholicisme perd une partie de ses privilèges.

Les lois Ferry instaurent les écoles primaires publiques, gratuites, obligatoires. Fin de l'instruction religieuse à l'école. Un jour est laissé libre pour le catéchisme. Instituteurs exclusivement publics à partir de 1886.

Loi de 1905 sur la séparation des Eglises et de l'Etat

Une loi qui clôt une période d'affrontements très forts entre le catholicisme et l'Etat. Par exemple la loi de 1901 sur les associations accordait la liberté de s'associer à tous, sauf aux congrégations religieuses qui devaient demander une autorisation, en général refusée. Du coup expulsion de beaucoup d'ordres religieux, notamment enseignants.

La loi de 1905 est **une loi de compromis** :

« Article 1

La République assure la **liberté de conscience**. Elle garantit le **libre exercice des cultes** sous les seules restrictions édictées ci-après dans l'intérêt de l'ordre public.

Article 2

La République ne reconnaît, ne salarie ni ne subventionne aucun culte. En conséquence, à partir du 1er janvier qui suivra la promulgation de la présente loi, seront supprimées des budgets de l'Etat, des départements et des communes, toutes dépenses relatives à l'exercice des cultes.

Pourront toutefois être inscrites auxdits budgets les dépenses relatives à des **services d'aumônerie** et destinées à assurer le libre exercice des cultes dans les établissements publics tels que lycées, collèges, écoles, hospices, asiles et prisons ».

On est donc loin d'une séparation complète. D'autant que les bâtiments pour le culte sont certes désormais clairement propriété de l'Etat, qui entretient le gros œuvre, mais affectés obligatoirement au culte.

Cette loi sur la laïcité de l'Etat ne sera acceptée par le catholicisme qu'à la Libération. La hiérarchie accepte la constitutionnalisation de la laïcité :

« Article 1. La France est une République indivisible, **laïque**, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. Elle respecte toutes les croyances. »

Beaucoup d'ajustements de la laïcité au fil des années :

- avantages fiscaux comparables à ceux des associations d'utilité publique
- système concordataire en Alsace-Moselle
- système dérogatoire en Guyane, Polynésie, Mayotte, Saint Pierre et Miquelon
- subventionnement des écoles confessionnelles depuis 1959
- temps d'antenne aux différentes religions sur le réseau public de télévision.

Au total, système d'autonomie des Eglises par rapport à l'Etat, mais pas de totale indépendance : liberté de conscience des citoyens, liberté d'action des Eglises dans l'espace public. Les Eglises ressemblent à des groupes de pression dans la société française, avec des formes de reconnaissance de leur fonction par l'Etat.

1^{ère} moitié du XX^{ème} siècle : catholiques, qui regrettent la perte de leurs ancien statut, sont très souvent orientés à droite ou au centre, dont se réclame un parti démocrate chrétien (MRP, puis CDS, Lecanuet et Bayrou).

La hiérarchie et les prêtres disaient volontiers publiquement pour qui voter. Catéchisme officiel (1947) : **il faut voter et voter pour de bons candidats** (chrétiens, bonne politique).

Années 1950-1970 : plus grande prudence de la hiérarchie sur l'orientation du vote des catholiques.

1972. Mgr Matagrín présente un rapport « Politique, Eglise et foi » à l'assemblée des évêques de France.

- la politique est importante, l'engagement dans la cité est nécessaire.
- il n'y a **pas de politique chrétienne unique**, les valeurs évangéliques (amour du prochain notamment) se traduisent par un « **pluralisme inconfortable et nécessaire** » des catholiques. Concrètement, on peut être catholique et socialiste. Seul l'athéisme militant du communisme est rejeté.

A partir de 1985 et de la montée du **FN**, de nombreux évêques condamnent sa haine des immigrés, attitude **incompatible avec la foi chrétienne** (attitude un peu moins nette depuis l'opération de dédramatisation du FN).

Qu'en est-il des individus ?

Tableau 1. Répartition des catholiques dans différents électorats en 1952

<i>% horizontal</i>	Dé	Simp observ	Catholique p irrégulier	Catholiqu non pratiqu
Communiste		13	10	77
Socialiste		24	21	46
Gaulliste	5	26	12	12
Indépendants	5	29	9	6
Démocratie chrétien	7	23	2	2

Source : Sondage IFOP sur les baptisés catholiques, Sondages, vol 14/4, 1952, p. 40.

Processus de sécularisation depuis les années 1960 : il y a davantage d'athées et d'indifférents face aux religions, il y a beaucoup moins de personnes croyantes et pratiquantes. Que sont devenues leurs orientations politiques ?

Tableau 2. Vote au second tour présidentiel selon le positionnement religieux*

<i>En % horizontale (suffrages exprimés)</i>	1981		2012	
	Mitterrand	Giscard	Hollande	Sarkozy
Catholique pratiquant régulier	20	80	33	67
Catholique pratiquant occasionnel	40	60	33	67
Catholique non pratiquant	61	39	46	54
Sans religion	88	12	66	34

** Extrait d'un tableau dans P. Bréchon, Les élections présidentielles sous la Ve République, La documentation française, coll. Les études, 2013, p. 159.*

Alors que dans les années 1960, le vote à gauche était d'environ 20 % chez les catholiques pratiquants réguliers mais de 80 % chez les sans religion, soit 60 points d'écart, il est aujourd'hui plutôt autour de 25/30 % chez les premiers et 60/70 % chez les seconds, avec donc un écart de l'ordre de 35 points. Les chiffres varient un peu selon les conjonctures électorales et la qualité des enquêtes.

Tableau 3. Vote au premier tour présidentiel de 2017 selon le positionnement religieux*

<i>% vertical</i>	Mélen- chon	Hamon	Macron	Fillon	Le Pen	En- semble
Catholique pratiquant régulier	2	5	6	19	3	7
Catholique pratiquant irrégulier	5	5	11	16	12	10
Catholique non pratiquant	35	38	48	50	49	46
Autre religion	12	8	6	5	3	7
Sans religion	46	46	30	11	34	31

L'orientation politique est donc toujours très dépendante des positionnements religieux, le facteur en principe le plus prédictif du vote, mais la relation est néanmoins un peu moins forte qu'autrefois.

Un mot sur le vote des minorités religieuses :

- Des musulmans qui votent massivement à gauche mais sont traditionnels en matière familiale et de mœurs.
- Des protestants qui votent comme la population française, mais avec des écarts selon les familles et les régions du protestantisme (réformés du sud, luthériens de l'est, courant évangélique).
- Des juifs aussi assez variés politiquement. Juifs venus d'Europe centrale, sécularisés, votent souvent à gauche. Juifs d'Afrique du Nord, plus religieux et marqués par la perte des colonies, orientés à droite.

Au-delà du vote, on peut saisir les liens entre religion et politique au niveau des valeurs.

Tableau 4 – Attitudes politiques des Français selon leur orientation religieuse

	Orientation religieuse					Ensemble
	Catholique pratiquant régulier	Catholique pratiquant irrégulier	Catholique non prat.	Autre religion	Sans religion	
- Orientation à gauche	13	22	26	37	42	31
- Orientation à droite	55	45	38	21	23	34
- Libéral en économie	50	40	35	34	28	34
- Egalitaire en économie	34	40	43	41	48	44
Permissif en matière de mœurs	30	37	46	42	67	50
Définition du vrai français par cumul des exigences (origine et social)	53	55	52	27	39	48
Perception négative des immigrés	59	68	65	31	43	56
Forte demande d'ordre et de répression	41	57	51	28	36	45
Perception négative des hommes politiques	32	37	46	52	49	46
La politique (vote/responsables) ne peut pas changer les choses	43	52	54	50	56	54
Degré de politisation élevé	52	43	44	54	50	47
Plutôt favorable à l'intégration européenne	62	55	50	57	52	52
Voter est un devoir	78	71	72	59	59	67
Vote aux deux tours de la présidentielle 2017	94	78	81	69	72	78
Confiance spontanée à autrui (6 à 10)	38	24	23	27	29	26

Source : French election Study (FES 2017)

Lecture : 31 % des Français se positionnent à gauche (de 0 à 4) sur une échelle en 11 positions. Selon leur orientation religieuse, ce pourcentage va de 13 % chez les catholiques pratiquants réguliers à 42 % chez les sans religion.

Sans religion : gauche, égalitaires, permissifs, ouverts aux immigrés

Catholiques pratiquants : droite, libéraux en économie, nationalistes, peu ouverts aux immigrés, pas trop antipolitiques et critiques, votent beaucoup, sens du devoir et des principes, un peu plus confiants à autrui.

Cette relation entre religion et politique s'observe dans de très nombreux pays européens.

Tableau 5. Proximité avec la droite et le centre, selon l'intégration religieuse et le pays (8 pays) en 2004 et 2014

En %	Catholique pratiquant		Catholique non prat.		Protestant pratiquant		Protestant non prat.		Sans religion		Ensemble	
	2004	2014	2004	2014	2004	2014	2004	2014	2004	2014	2004	2014
Autriche	70	67	51	60	67	70*	46*	52*	31	47	52	57
Espagne	71	77	51	53	-	-	-	-	31	30	52	54
France	67	69	51	56	-	-	50*	-	24	37	41	47
Danemark	-	-	-	-	75	54	62	58	49	45	61	56
Suède	-	-	-	-	75	62	46	51	43	49	47	51
Finlande	-	-	-	-	83	84	51	67	22	41	49	62
Allemagne	69	73	47	50	57	54	48	40	34	41	45	46
Pays-Bas	67	69	53	62	77	88	50	69	36	48	47	56
Ensemble	70	72	51	56	73	69	52	57	34	42	49	54

Source : Enquêtes International Social Survey programme (ISSP 2004 et 2014)

L'orientation en faveur de la droite et du centre selon qu'on est pratiquant, non pratiquant ou sans religion est semblable à dix ans d'écart : dans tous les pays, aux deux dates, les pratiquants, qu'ils soient catholiques ou protestants, sont plus favorables à la droite que les non pratiquants. Et les sans religion sont encore largement moins droitiers que les non pratiquants. Plus on est intégré à un système religieux, plus on est orienté au centre et à droite. Alors que les personnes distantes de la religion, soit parce qu'elles sont non pratiquantes, soit parce qu'elles sont sans religion, sont plus tournées vers la gauche. La seule évolution globale en 10 ans consiste dans une atténuation des écarts¹. Ce qui corrobore l'hypothèse d'une lente baisse de l'influence des valeurs religieuses sur les valeurs politiques.

¹ La relation entre l'orientation politique et l'intégration à une religion se matérialisait dans un V de cramer de 0.17 en 2004, seulement de 0.12 en 2014.

Considérons à présent les enquêtes sur les valeurs des Européens (EVS), qui montrent le nombre important de dimensions politiques liées à l'orientation politique des individus.

Tableau 6. Valeurs des Européens en fonction de leur sentiment religieux

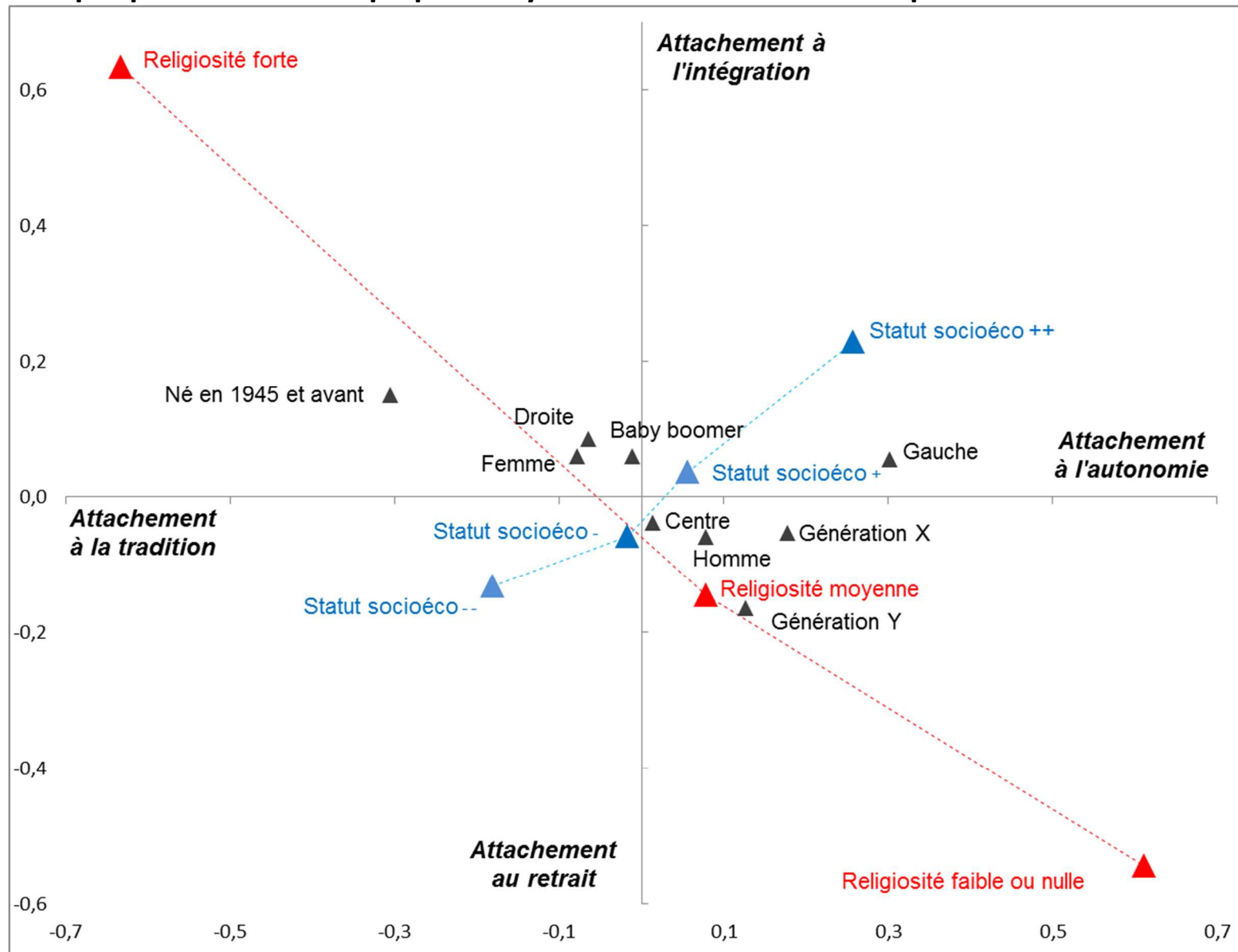
En % par case)	Athée	convaincu	Non religieux	Religieux	Ensemble
Très favorable à la famille traditionnelle (6 indicateurs)	13		17	35	27
Fort libéralisme des mœurs (8 indicateurs)	87		78	47	61
Favorable au partage des rôles hommes femmes (4 items)	66		53	46	50
Si emplois rares, les réserver aux hommes	10		14	21	18
Partisan d'une morale de principe	16		19	30	35
Forte valorisation du travail (6 indicateurs)	36		40	52	47
Se sentir personnellement heureux (2 variables)	53		55	56	55
Très favorable à la permissivité civique (7 indicateurs)	68		62	47	54
Favorable aux valeurs autoritaires (4 indicateurs)	36		44	56	50
Rejeter les étrangers de son voisinage (au moins 2 catég.)	18		19	23	21
Très fier d'être de son pays	28		35	48	42
Au moins une activité de participation protestataire (sur 5)	73		58	47	52
Libéral en économie (6 indicateurs)	56		64	66	64
Adeptes du système démocratique (4 indicateurs)	42		37	38	38
Forte politisation (3 indicateurs)	58		49	49	50
Auto-positionnement à droite (7-10)	14		16	24	20
Confiance forte à autrui (3 indicateurs)	54		54	51	52
Membre d'au moins une association	41		38	40	40
Forte valorisation de la solidarité (10 indicateurs)	44		43	51	48
Fort individualisme (19 indicateurs)	44		45	36	40
Forte individualisation (19 indicateurs)	80		66	33	48

Source : European Values Study (EVS), 27 pays UE, 2008.

Des différences sensibles de valeurs selon les croyances mais plutôt en baisse. C'est le signe que les grands systèmes religieux sont moins qu'avant des organisateurs de l'ensemble du système de valeurs.

- Les non croyants manifestent une forte individualisation (autonomie des individus), sont adeptes de la permissivité des mœurs et de la permissivité civique (tolérance-compréhension ou laxisme).
- Puisque très individualisés, ils sont peu favorables aux valeurs familiales traditionnelles et valorisent l'égalité entre les genres.
- Ils sont rarement partisans d'une morale de principe et soutiennent peu les valeurs autoritaires. Ils valorisent moins le travail.
- Ils sont peu nationalistes, plus citoyens actifs, plus orientés à gauche.
- Ils sont un peu plus individualistes (chacun pour soi), notamment chez les jeunes.
- Toutes les dimensions de valeurs n'entraînent pas des différences entre croyants et non croyants : même sentiment de bonheur, même degré de xénophobie, même attachement aux valeurs démocratiques, même confiance à autrui.

Graphique. Comment expliquer le système de valeurs des Européens ?



Le degré de religiosité reste la variable la plus déterminante du système de valeurs des individus et donc aussi le déterminant le plus fort de leurs orientations politiques. En ce sens, on peut répondre positivement à la question du titre : Oui, la religion explique la politique, y compris en France, pays où l'Etat et les religions sont en principe séparés. Mais évidemment, les choix politiques des individus sont influencés par de multiples facteurs de société, de situation économique, de génération, de contexte national, etc...

C'est plutôt la religion qui explique la politique que l'inverse, car la religion est plus fortement ancrée dans le système de valeurs dès l'enfance. Mais, parfois, le sens de la relation peut s'inverser : on peut par exemple soutenir que le rigorisme catholique en matière de contraception au tournant des années 70 a contribué à la prise de distance de certains catholiques par rapport à leur Eglise.

Enfin, n'oublions pas que ce que montrent les enquêtes, ce sont les parcours et les causalités les plus fréquentes dans les sociétés. Mais il existe des parcours et des motivations individuelles spécifiques.

Merci de votre attention. Pour aller plus loin :

- Bréchon, Gonthier (dir.), *Atlas des Européens, Valeurs communes et différences nationales*, Armand Colin, 2013.
- Bréchon, « Religion et valeurs en Europe. Effets sociopolitiques de la dimension religieuse chez les Européens », *Futuribles* n° 393, mars-avril 2013, p. 75-87.
- - Bréchon, « La religiosité en Europe de l'Ouest. Evolution depuis 30 ans », *Futuribles* n° 395, juillet-août 2013, p. 105-117.
- - Bréchon, Gonthier (dir.), *Les valeurs des Européens. Evolutions et clivages*. Armand Colin, 2014.

www.issp-france.fr et www.valeurs-france.fr